



**PRÉFET  
DE L'AUDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
d'Occitanie**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° DREAL-UID11/66-C3-2023-086,  
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement,**

**de la société PATEBEX, dont le siège social est situé  
Route de Montréal – 11150 BRAM,  
de respecter certaines prescriptions applicables à la carrière à ciel ouvert de calcaire  
exploitée au lieu-dit "Dominique" sur le territoire de la commune d'ALZONNE**

Le Préfet de l'Aude,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

**Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2023-069 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

**Vu** le code de l'environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DREAL-UID11/66-C3-2023-071 du 17 novembre 2022 autorisant la société PATEBEX dont le siège social est implanté Route de Montréal – 11150 BRAM, à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune d'Alzonne au lieu-dit « Dominique » ;

**Vu** l'article 18 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé qui dispose : « *Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels* » ;

**Vu** l'article 1.7.2 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2022 susvisé qui dispose : « *Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement*

*est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. » ;*

**Vu** l'article 2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2022 susvisé qui dispose : «Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- *des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc ;*
- *un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté » ;*

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant en date du 15/11/2023, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant en date du 01/12/2023 ;

**Vu** les observations de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission susvisée ;

**Considérant** que lors de la visite du 7 novembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- absence de bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- présence de différentes machines abandonnées depuis plusieurs années (convoyeur, crible, concasseur, etc), rouillées et avec des pièces manquantes ;
- l'infrastructure au niveau de l'aire de ravitaillement des engins en carburant ne permet pas la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 18 l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé et aux dispositions des articles 1.7.2 et 2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2022 susvisé ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PATEBEX de respecter les prescriptions de l'article 18 l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé et des articles 1.7.2 et 2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude ;

**ARRETE**

## **ARTICLE 1 – Objet de la mise en demeure**

La société PATEBEX dont le siège social est implanté Route de Montréal – 11150 BRAM, exploitant une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune d'Alzonne au lieu-dit « Dominique », est mis en demeure de respecter, **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de :

- l'article 18 l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé :
  - . en mettant en place un équipement au niveau de l'aire étanche de ravitaillement des engins permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels ;
- l'article 1.7.2 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2022 susvisé :
  - . en procédant à l'évacuation des équipements abandonnés ou inutilisables vers des filières agréées ;
- l'article 2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2022 susvisé :
  - . en plaçant des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc.

## **ARTICLE 2 - Sanctions**

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 4 – Affichage et publicité**

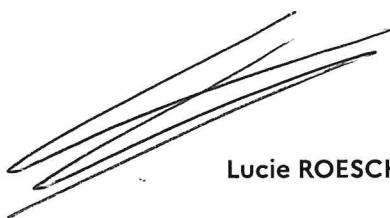
Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aude pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 5 – Exécution et notification**

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – chargé du service de l'inspection des installations classées, le Maire de la commune d'Alzonne, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est notifiée administrativement ainsi qu'à la société PATEBEX dont le siège social est implanté Route de Montréal – 11150 BRAM.

Fait à Carcassonne le 21 décembre 2023

Pour le préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale de la préfecture,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, slanted strokes.

Lucie ROESCH